

**DÉLIBÉRATION 2021 27 -
Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail**

Séance du Comité syndical du 13 décembre 2021, à distance

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Président rappelle que par délibération 2016 40 du 8 décembre 2016, les membres du Comité syndical ont approuvé la pérennisation du télétravail pour les agents du Syndicat.

Il précise que le télétravail s'est développé dans la fonction publique particulièrement au cours des cinq dernières années, concomitamment au développement des outils numériques et de communication, de leurs impacts sur l'organisation concrète du travail et des services.

L'année 2020 marquée par la crise sanitaire est venue bouleverser ce cadre en imposant pour les agents dont les activités le rendaient possible, la mise en œuvre, de façon généralisée, du télétravail et d'autres forme de travail à distance.

Il indique que dans le cadre des modifications du décret n° 2016 151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, il est apparu nécessaire de mettre en adéquation ces nouvelles dispositions en modifiant la charte relative au télétravail existante.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2021 27 -
Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail

Séance du Comité syndical du 13 décembre 2021, à distance

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique et notamment l'article 133 ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents et des magistrats ;

Vu l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n°2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats ;

Vu la délibération 2016 40 du 8 décembre 2016 relative à la pérennisation du télétravail ;

Vu la saisine du Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion ;

Considérant qu'au vu des modifications du décret n°2016-151, il convient d'actualiser la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ci-annexée.

Article 2 : APPROUVE le versement de l'allocation forfaitaire de télétravail tel que défini dans la charte annexée.

Article 3 : DIT que la charte du 8 décembre 2016 est remplacée par la présente charte ci-annexée.

Article 4 : DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget, chapitre 012.

Le Président,

Sylvain Raifaud